

UN ARTICLE PAR ALEXANDRA BILAK, DIRECTRICE DE L'OBSERVATOIRE DES SITUATIONS DE DÉPLACEMENT INTERNE

Cet article a apparu dans [Le Monde](#) (France) et [Le Temps](#) (Suisse)

Les statistiques mondiales sur le déplacement interne n'ont jamais été aussi élevées et alarmantes qu'aujourd'hui.

Près de 46 millions de personnes, soit plus du double du nombre de réfugiés dans le monde, sont déplacées à l'intérieur de leur propre pays en raison de conflits et de violences, et plus de 5 millions en raison de catastrophes.

Dans les villes comme Dhaka et Mogadiscio, dans les camps en Irak, en Syrie ou en Afghanistan, dans les installations de fortune au nord-est du Nigeria et dans les villages de l'est de la RDC, la situation est la même pour de nombreuses personnes déplacées: densité et surpeuplement, logements précaires, accès limité à l'eau potable, aux soins de santé et à l'éducation.

Les personnes déplacées internes constituent certaines des communautés les plus vulnérables et les plus marginalisées au monde. Alors que la pandémie du covid-19 commence à toucher les pays les plus pauvres et les plus fragiles, cette vulnérabilité est sur le point de se manifester de manière frappante.

Bien que les taux d'infection restent inconnus en raison des tests limités, les premiers cas de coronavirus parmi les personnes déplacées ont déjà été enregistrés en Irak et au Burkina Faso au mois de mars. La semaine dernière, des infections ont été confirmées dans l'État de Borno, au nord-est du Nigeria, qui accueille 1,5 million de personnes déplacées vivant pour la plupart dans des camps de fortune.

Nous n'osons imaginer l'impact qu'aura le virus dans des pays où les infrastructures, le personnel et les équipements de santé sont déjà très limités. Dans certaines régions d'Afrique subsaharienne, on ne compte qu'un médecin pour 10 000 personnes. La République centrafricaine ne dispose que de 3 respirateurs artificiels pour 5 millions d'habitants.

Au Yémen, qui a annoncé son premier cas de Covid-19 le 10 avril, plus de 14 millions de personnes sont déjà en situation d'insécurité alimentaire grave et ont un accès limité à l'eau potable. Elles sont déjà exposées à des risques décuplés de choléra et autres maladies mortelles.

Par ailleurs, le coronavirus a provoqué la fermeture des frontières au Sahel, empêchant des dizaines de milliers de personnes de fuir la violence terroriste au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Nigeria. Ces personnes cherchent donc refuge à l'intérieur de leur pays, grossissant ainsi les rangs des déplacés internes.

Les inondations à Ninewa en Irak, les pluies torrentielles au Yémen, la tempête Harold dans le Pacifique et les tornades aux États-Unis soulèvent déjà la question cruciale de l'adaptation des opérations de secours face au Covid-19, les centres d'évacuation et les abris risquant de devenir de parfaits terrains de propagation du virus.

Nous faisons face aujourd'hui à une nouvelle crise où les vulnérabilités de ces populations déplacées, et les risques auxquels elles sont confrontées, seront multipliés par les effets du virus.

Risques qui pèsent aussi sur les gouvernements car l'impact économique du déplacement interne est déjà très élevé. En 2019, nous estimions que 20 milliards de dollars étaient nécessaires pour couvrir les coûts liés au logement, à la sécurité, à l'éducation et aux soins de santé pour toutes les personnes déplacées internes ainsi que leur perte de revenus pendant un an.

Si, en 2019, 33 millions de nouveaux cas de déplacements forcés ont été enregistrés à travers le monde en raison de catastrophes et de conflits, beaucoup de déplacements datent de plusieurs années. Après des décennies de violence, près de 3 millions de personnes sont aujourd'hui déplacées internes en Afghanistan, et plus de 30 000 Haïtiens sont encore sans domicile suite au tremblement de terre de 2010.

Malgré ce sombre tableau, des lueurs d'espoir existent. De plus en plus de gouvernements à travers le monde prennent des mesures pour prévenir les déplacements et commencer à inverser ces tendances. Ils ont une connaissance approfondie du problème, la capacité d'agir, et surtout la volonté politique de le faire.

En 2019, un certain nombre de pays ont pris des mesures importantes pour rendre compte publiquement de leurs progrès dans la lutte contre le déplacement interne. L'Azerbaïdjan prévoit de développer un meilleur système de collecte de données et d'impliquer les populations déplacées dans l'élaboration de nouvelles politiques pour atteindre les objectifs de développement durable du pays. Vanuatu reconnaît les besoins spécifiques des personnes déplacées dans sa nouvelle stratégie nationale sur la réduction des risques de catastrophes, tandis que de nouvelles stratégies de développement ont été annoncées par les gouvernements éthiopien et somalien pour répondre au déplacement dans leurs pays, qui comptent à eux seuls près de 4,5 millions de personnes déplacées.

Des systèmes de collecte et d'analyse des données ont par ailleurs été mis au point en Indonésie, qui a dû faire face au déplacement de 850 000 personnes à la suite de tremblements de terre et de tsunamis en 2018. Au Mali, l'augmentation du nombre de déplacés l'année dernière est en partie due à une amélioration des systèmes de collecte de données.

Entre-temps, les mécanismes d'alerte rapide et les mesures de réduction des risques de catastrophes ont prouvé que des vies pouvaient être sauvées, comme cela a été le cas aux Philippines, en Inde et au Bangladesh. En avril 2019, la quasi-totalité des 3,5 millions de personnes déplacées par le cyclone Fani ont été évacuées de manière préventive, ce qui a permis de sauver des dizaines de milliers de personnes.

La pandémie du Covid-19 est impitoyable pour les personnes les plus vulnérables. Notre seul espoir est qu'à mesure que les gouvernements réagiront à cette crise sanitaire, la pandémie leur permettra également d'accélérer la mise en œuvre de leur engagement pour protéger et aider les personnes déplacées qui courent les plus grands risques, et trouver des moyens de mettre fin aux déplacements internes.

Ils ont déjà montré que c'était possible. Il n'y aura jamais de meilleure raison ni de meilleur moment pour agir.

FIN

Alexandra Bilak est la directrice de l'Observatoire des situations de déplacement interne qui le 28 avril 2020 a publié [le Rapport mondial sur les déplacements internes \(GRID\) 2020](#).